

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2015

CHAPITRE 13

MINISTERE DE LA DEFENSE

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	9
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	10
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2015	11
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	13
2.1.	PROGRAMME 166: RENFORCEMENT DE LA DEFENSE DU TERRITOIRE	14
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	15
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	16
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015	16
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015	18
2.2.	PROGRAMME 168: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DEFENSE	27
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	28
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	29
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015	29
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015	31
2.3.	PROGRAMME 169: PARTICIPATION A L' ACTION NATIONALE DE DEVELOPPEMENT	37
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	38
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	39
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015	39
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015	41
2.4.	PROGRAMME 170: PARTICIPATION A LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS	44

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	45
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	46
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015	47
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015	48
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	57
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	58
3.2.	LEÇONS APPRISES	60
3.3.	PERSPECTIVES	61

NOTE EXPLICATIVE

Le 1^{er} janvier 2013, le Cameroun a basculé dans un nouveau mode de gestion budgétaire : la budgétisation par programme. Cette dernière commande l'allocation de crédits budgétaires aux politiques publiques sur la base des programmes assortis d'objectifs et d'indicateurs de performance. Ces programmes sont structurés dans les Projets de Performance des administrations (PPA), rédigés annuellement par les ordonnateurs principaux du budget de l'Etat et annexés à la loi des finances. Après leur mise en œuvre, ils font l'objet d'une évaluation, également annuelle, dans le cadre de l'élaboration des Rapports annuels de performance (RAP), annexés à la loi de règlement.

Les RAP, prévus par l'article 22 alinéa 3 de la loi portant régime financier de l'Etat de 2007, étaient en 2016, rendus à leur troisième année d'élaboration, correspondant à l'évaluation des PPA de l'exercice 2015. A cet effet, il était question pour les départements ministériels et institutions de présenter l'état de réalisation technique et financière de leurs programmes au cours de cette année de référence, mais plus globalement, d'effectuer le bilan de la première période triennale de mise en œuvre du budget en mode programme (2013-2015).

En terme d'appropriation, il convient de relever pour s'en féliciter, la prise en main effective en 2015, de l'activité d'élaboration des rapports annuels de performance par les administrations concernées. Ces dernières, avec une assistance technique très faible, ont renseigné, conformément au format défini, les trois parties du RAP, avec en toile de fond l'objectif de fiabiliser davantage les éléments constitutifs du bilan technique.

Comme cela avait été le cas lors des deux années précédentes, les rapports annuels de performance 2015 sont déclinés ainsi qu'il suit:

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2015;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2015 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Le Ministère de la Défense dans le cadre de la mise en œuvre des prescriptions gouvernementales retenues en matière de développement socio-économique, intervient sur la base de textes importants qui traduisent de manière concrète la vision de l'Etat en matière de politique de Défense Nationale.

Ces textes qui se veulent les sources principales consacrant l'objectif de modernisation et de professionnalisation des Forces Armées camerounaises en les arrimant aux grands concepts de Défense actuels sont de deux ordres :

- *D'une part, la Vision 2035 et la stratégie de croissance et d'emploi la mettant en œuvre pour les dix premières années ;*
- *D'autre part, les 21 décrets de 2001 portants réorganisation des Forces de Défense.*

Le secteur de la Souveraineté et particulièrement le Ministère de la Défense, s'inspirant de la Vision 2035 de façon globale et le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi, a pu relever dans la Matrice d'Actions Prioritaires, la mesure 3.1.1.3 intitulée « Lutte contre le grand banditisme » de la composante 3.1.1 « Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens » du domaine 3.1 « gouvernance et Etat de Droit », domaine qui rentre en adéquation avec les missions qui lui sont propres.

*Le Ministère de la Défense, qui se doit de poursuivre la mise en œuvre de la politique de développement économique, social et culturel de la Nation, sous-tendue par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), trouve son action au cœur même de la politique des Grandes Réalisations et des annonces fortes du Chef de l'Etat. En effet, garantir la paix et la sécurité des personnes et des biens est une condition indispensable pour la matérialisation de la Vision 2035 qui est de « **Faire du Cameroun un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité** ».*

*Dans le cadre de la réalisation de son objectif stratégique qui est « **Défendre l'intégrité territoriale et améliorer les conditions de la paix et de sécurité favorables au développement économique et social** », les missions du Ministère de la Défense s'articulent autour des points sensibles ci-après énumérés :*

- *la défense de l'intégrité territoriale ;*
- *le renforcement des capacités opérationnelles des personnels des Forces de Défense ;*
- *la construction et la réhabilitation infrastructures ;*
- *la mise en place de nouvelles unités de sapeurs pompiers ;*
- *la poursuite de l'acquisition des équipements spécifiques des sapeurs pompiers ;*
- *la lutte contre les toutes les formes de catastrophes ;*
- *la lutte contre toutes formes de criminalité et l'amélioration du plateau technique des unités de Santé Militaire avec l'équipement des services spécialisés.*

A cet égard, la réalisation de ces missions se ferait par la mise en œuvre d'un certain nombre

d'actions cohérentes, déclinées en programmes dont l'appropriation commune se veut indispensable. Il est alors envisagé la réalisation des programmes suivants :

- le renforcement de la Défense du Territoire ;
- la participation à la protection des personnes et des biens ;
- la participation à l'action nationale de développement ;

PROGRAMME OPERATIONNEL N°166 :

« RENFORCEMENT DE LA DEFENSE DU TERRITOIRE »

Placé sous la coordination du **Chef d'Etat-major des Armées, le Général de Corps d'Armée René Claude MEKA**, ce programme poursuit l'objectif de « **renforcer le dispositif de Défense du territoire** ». Il pourra être évalué à travers la mesure de l'indicateur « **Taux de réalisation des tableaux des effectifs et de dotations des unités opérationnelles des Forces de Défense** ».

Il compte un ensemble d'actions visant à assurer efficacement la défense du territoire camerounais, dans ses composantes essentielles que constituent les espaces terrestre, maritime et aérien.

Le territoire camerounais, de par son riche potentiel en ressources naturelles, fait l'objet de nombreuses convoitises. Cet état de chose, comme on le sait, peut nuire considérablement à la paix, au développement et à la quiétude des populations. Face aux attaques répétées aux frontières et à l'intérieur du territoire, les ripostes appropriées de nos Forces de Défense ont permis de préserver la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire national. Aussi, la mise en œuvre du programme suscité doit concourir à soutenir la croissance économique, et contribuer significativement à la réalisation de la « **vision 2035** »: « **faire du Cameroun un pays émergent, démocratique, uni et fort dans sa diversité** ».

La réalisation de ce programme qui est une attente forte aussi bien des populations que des institutions est entrevue principalement à travers la matérialisation de certaines mesures allant dans le sens de l'intervention réfléchie sur différents leviers en cohérence avec le contexte stratégique et sociétal de l'heure.

PROGRAMME OPERATIONNEL N°170 :

« PARTICIPATION A LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS »

Ce programme qui est placé sous la coordination du **Directeur Central de la Coordination de la Gendarmerie Nationale, le Général de Brigade ELOKOB Daniel NDJOCK**, se fixe pour objectif de « **garantir les conditions de sécurité et de paix favorables au développement** ». Son évaluation peut se faire à travers la mesure de l'indicateur « **Taux de criminalité** ».

Il est constitué d'un ensemble d'actions tendant à renforcer la sécurité des personnes et des biens à travers les structures opérationnelles des Forces de Défense, et principalement celles de la Gendarmerie Nationale et du Corps National des Sapeurs-Pompiers.

En effet, c'est une évidence d'affirmer qu'un environnement sécuritaire rassurant et paisible est de nature à booster l'économie, à contribuer à l'amélioration du climat des affaires et au renforcement de l'Etat de droit. A contrario, l'existence d'un climat d'insécurité et d'instabilité a une incidence fortement négative sur la vie économique et sociale d'un pays.

La protection des personnes et des biens demeure donc un enjeu fondamental et prioritaire de l'activité des Forces de Défense. La réalisation de cette mission fondamentale est entrevue à travers les missions principales de lutte contre les catastrophes et incendies, de maintien de l'ordre et enfin de prévention et de répression des infractions aux lois et règlements de la République. Dans le même ordre d'idées, les actions de protection des personnes et des biens ont une incidence certaine sur la création des richesses au plan national, la promotion de l'entrepreneuriat et des investissements privés. Les résultats recherchés dans le cadre de ce programme sont : la réduction des pertes occasionnées par les incendies et les catastrophes naturelles, les troubles à l'ordre public, les accidents de circulation et les différentes formes de criminalité.

PROGRAMME OPERATIONNEL N°169 :

« PARTICIPATION A L'ACTION NATIONALE DE DEVELOPPEMENT »

*Sous la coordination du **Directeur du Génie Militaire, le Colonel KAMGAIN JACKSON**, ce programme vise l'objectif suivant : « **Apporter un appui dans des domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun** ». Il peut être évalué à travers la mesure de l'indicateur « **Taux de réalisation des diverses sollicitations à l'endroit des structures spécialisées du Ministère de la Défense**»*

Les forces de défense disposent de ressources humaines, matérielles et infrastructurelles leur permettant, non seulement d'accomplir les missions traditionnelles qui leur sont assignées, mais aussi d'apporter un concours actif et significatif au programme de développement socio-économique du pays. En effet, du fait de son implantation effective sur l'ensemble du territoire national et des compétences dont elles disposent, les Forces de Défense sont amenées à soigner, construire et éduquer les populations, contribuant ainsi de manière significative au développement socio-économique du Cameroun dans le cadre du lien sacré Armée-Nation appelé de tous ses vœux par le Chef de l'Etat, Chef des Armées, et du concept de la « Défense Populaire » qui fonde la politique de Défense de notre Pays.

Dans ce cadre, les structures hospitalières des Forces de Défense ne font aucune discrimination entre les citoyens, et s'occupent aussi bien des militaires que des patients civils qui se présentent dans leurs formations. Il en est de même des enseignements primaire, maternel et professionnel dispensés dans les écoles créées dans les casernes militaires.

Dans le même ordre d'idées et afin de disposer d'une capacité opérationnelle et réactionnelle toujours plus grande, les unités de Génie Militaire interviennent de manière appréciable dans la construction et l'entretien des infrastructures vitales au développement socio-économique du Cameroun ; notamment dans les zones difficiles d'accès et les zones d'insécurité où les entrepreneurs privés éprouvent des difficultés d'exécution de leurs prestations.

PROGRAMME SUPPORT N°168 :**« GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR DEFENSE »**

Placé sous la responsabilité du **Secrétaire Général du Ministère de la Défense, M. SAID KAMSOULOUM**, ce programme a pour objectif « **Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de la Défense** » et peut être évalué à travers la mesure de l'indicateur « **Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Défense** ».

Au-delà des fonctions opérationnelles menées par les unités combattantes des différentes formations des forces de défense, la Défense nationale camerounaise est un vaste chantier, qui nécessite un pilotage judicieux et une coordination permanente de l'ensemble des organismes concourant à sa mise en œuvre.

La gouvernance et l'appui institutionnel du sous secteur Défense Nationale se veut donc une activité lourde et nécessite la mise en place d'un ensemble d'organismes et d'actions afin de coordonner avec efficacité la mise en œuvre d'une politique publique efficace de Défense Nationale au Cameroun. Dans ce cadre, la spécificité des missions et des activités du Ministère de la Défense ne dispense pas pour autant notre Département ministériel de l'accomplissement des tâches administratives générales, de prise en charge des dépenses communes à l'ensemble du ministère, et des charges spécifiques liées à l'activité de Défense Nationale. Dans le même sens, la mise en œuvre des prescriptions gouvernementales en matière d'efficacité et d'efficience de l'action publique, de lutte contre la corruption, de lutte contre les MST SIDA, de définition conceptuelle et d'adaptation permanente de la politique de Défense Nationale, appellent à des actions cohérentes et réfléchies.

- la gouvernance et l'appui institutionnel dans le sous secteur Défense.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

De prime abord, le rappel des missions du Ministère de la Défense permettrait de délimiter, au regard des textes réglementaires en vigueur, son périmètre de compétence. En effet, de par les dispositions pertinentes contenues dans le Décret N°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, le Ministère de la Défense, placé sous l'autorité d'un Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé de la Défense est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique nationale en matière de défense.

A ce titre, il est chargé :

- de l'étude du plan de défense ;
- de la mise en œuvre de la politique nationale de défense ;
- de la coordination et du contrôle des forces de défense ;

- de l'organisation et du fonctionnement des Tribunaux Militaires ;
- du suivi de la coopération militaire.

Il est assisté de deux (02) Secrétaires d'Etat :

- le Secrétaire d'Etat chargé de la Gendarmerie ;
- le Secrétaire d'Etat chargé des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Les quatre (4) programmes du Ministère de la Défense ont été mis en œuvre dans un environnement marqué par le contexte sociopolitique et économique du Cameroun et les nombreux défis sécuritaires à relever sur le long, moyen et court terme.

Nous pouvons citer entre autres :

- la concrétisation de la vision 2035 qui est de « **faire du Cameroun un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité** », et de la stratégie pour la croissance et l'emploi. Le Ministère de la Défense, pour l'atteinte de cet objectif national, se doit de doter le pays d'une armée moderne, professionnelle et en phase avec son époque.
- La mise en place des institutions issues de la réforme de 2001 qui est une priorité du Ministère de la Défense et qui s'inscrit dans le long terme ;
- la sécurisation du territoire national et la pérennisation de la souveraineté du pays sur ses ressources naturelles ;
- l'amélioration du climat des affaires par un renforcement qualitatif de la protection des personnes et des biens à travers le déploiement d'une gendarmerie de proximité, menant avec rigueur et professionnalisme ses missions, et la réduction des délais d'intervention des sapeurs-pompiers ;
- la lutte contre l'insécurité dans ses formes évolutives et la résurgence des fléaux tels que le phénomène des coupeurs de route et preneurs d'otages, contre lesquels la lutte doit être poursuivie avec rigueur et persévérance ;
- la participation des Forces de Défense à la lutte contre l'insécurité routière et les accidents de la route ;
- la participation des Forces de Défense au rayonnement international de notre pays par la participation de nos unités opérationnelles aux opérations de Maintien de la Paix, conformément à nos obligations internationales et aux hautes prescriptions du Chef de l'Etat, Chef des Armées ;
- la gestion de l'afflux des réfugiés et déplacés au niveau des frontières en zone de conflit et d'insécurité ;
- la gestion des anciens combattants et victimes de guerre ;
- l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnels des Forces de Défense, engagement réaffirmé par le Chef de l'Etat lors du Cinquantenaire des Forces de Défense au mois de Décembre 2010 à Bamenda, et qui participe de l'option de modernisation et de

professionnalisation de notre outil de défense.

Cadre institutionnel rénové d'exécution des programmes :

Le système financier et budgétaire de l'Etat a connu une illustre rénovation depuis l'institutionnalisation par la loi N°2007/006 du 26 Décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat, du budget programme. L'administration publique en général et le Ministère de la Défense en particulier s'est arrimé à cette politique de Gestion axée sur les Résultats (GAR) visant la poursuite des objectifs et la conduite des politiques publiques.

Conformément aux prescriptions du RFE, des responsables de programmes ont été désignés au sein des ministères pour le pilotage opérationnel des actions relevant de chaque programme. Les interactions entre ces nouveaux acteurs et les acteurs traditionnels de la gestion des finances publiques (ordonnateurs et comptables) sont des aspects pris en compte pour parvenir à une cohérence d'ensemble de l'exécution budgétaire.

A cet effet, il a fallu enclencher les travaux préparatoires à l'arrivée d'un autre acteur, le contrôleur de gestion, dont le rôle devra être pris en compte dans le pilotage et le suivi des performances des programmes.

Au niveau du Comité Interministériel d'Examen des Programmes (CIEP), le travail en profondeur sur le contenu des programmes des différents départements ministériel afin de déterminer un cadre harmonisé de présentation des programmes supports a été validé pour veiller à cette cohérence d'ensemble nécessaire à la réussite de la réforme du budget programme.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2015

D'autre fait majeurs sont à relever parce qu'ayant influencé la mise en œuvre des programmes du Ministère de la Défense au cours de l'année 2015 :

- Le recrutement des personnels ;
- La création et la réorganisation de certaines formations et unités de la Gendarmerie Nationale ;
- La réorganisation du Commandement militaire territorial avec la création et l'activation par le Chef des Armées des formations et unités de la 21^e BRIM et de la 22^e BRIM ;
- La poursuite de la mise en œuvre du projet DEFEX dont l'objectif est la sécurisation de la façade maritime par les radars ;
- La poursuite de l'acquisition d'un certain nombre de vecteurs navals pour la Marine nationale;
- La montée en puissance des nouvelles formations de l'Armée de l'Air ;
- La poursuite de l'acquisition de vecteurs aériens pour l'Armée de l'Air ;
- La participation des Forces de défense aux opérations de maintien de la paix tel que la RCA ;
- La participation à des exercices multinationaux notamment « CENTRAL ACCORD 2015 ;

OBANGAME EXPRESS 2015 » ;

- *La participation du Cameroun à la montée en puissance de la Force Multinationale Mixte.*

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2015

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 166

RENFORCEMENT DE LA DEFENSE DU TERRITOIRE

Responsable du programme

Général de Corps d'Armées René Claude MEKA

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Placé sous la coordination du **Général de Corps d'Armée René Claude MEKA, Chef d'Etat-major des Armées**, ce programme poursuit l'objectif de « **renforcer le dispositif de Défense du territoire** ». Il pourra être évalué à travers la mesure de l'indicateur « **Taux de réalisation des tableaux des effectifs et de dotations des unités opérationnelles des Forces de Défense** ».

Il compte un ensemble d'actions visant à assurer efficacement la défense du territoire camerounais, dans ses composantes essentielles que constituent les espaces terrestre, maritime et aérien.

Le territoire camerounais, de par son riche potentiel en ressources naturelles, fait l'objet de nombreuses convoitises. Cet état de chose, comme on le sait, peut nuire considérablement à la paix, au développement et à la quiétude des populations. Face aux attaques répétées aux frontières et à l'intérieur du territoire, les ripostes appropriées de nos Forces de Défense ont permis de préserver la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire national. Aussi, la mise en œuvre du programme suscité doit concourir à soutenir la croissance économique, et contribuer significativement à la réalisation de la « **vision 2035** »: « **faire du Cameroun un pays émergent, démocratique, uni et fort dans sa diversité** ».

L'implémentation de ce programme appelle à la mise en œuvre coordonnée des actions ci-après :

- renforcement des moyens de Défense terrestre ;
- renforcement des moyens de Défense Aérienne ;
- renforcement des moyens de Défense Maritime ;
- soutien des unités opérationnelles des Forces de Défense;
- intensification de la recherche du renseignement opérationnel ;
- appui à la formation initiale et continue des Forces de Défense ;
- commandement et coordination des unités opérationnelles des Armées ;

OBJECTIF	Renforcer le dispositif de défense du territoire.	
Indicateur	Intitulé:	Taux de conformité des matériels des unités opérationnelles des Armées au Tableau des effectifs et Dotations (TED)
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible Année cible:	0.0 2015
Indicateur	Intitulé:	Taux de conformité des effectifs des unités opérationnelles des Armées au Tableau des effectifs et dotations (TED)
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible Année cible:	0.0 2015

ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE TERRESTRE	
	Action 02:	RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE AERIENNE	
	Action 03:	RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE MARITIME	
	Action 04:	SOUTIEN DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES DES FORCES DE DÉFENSE	
	Action 05:	INTENSIFICATION DE LA RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT OPÉRATIONNEL	
	Action 06:	APPUI À LA FORMATION INITIALE ET CONTINUE DES PERSONNELS DES FORCES DE DÉFENSE	
	Action 07:	COMMANDEMENT ET COORDINATION DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES AU NIVEAU DES ARMÉES	
DOTATIONS INITIALES	AE 114 784 401 349		CP 114 538 801 349
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Général de Corps d'Armées René Claude MEKA,		

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 166 du Ministère de la Défense a été exécuté dans un environnement marqué par l'instabilité dans les pays voisins, engendrant une insécurité tant aux frontières nationales qu'à l'intérieur du territoire. Par ailleurs, la volonté affirmée de la hiérarchie de se mettre à l'avant-garde des défis sécuritaires régionaux et sous régionaux demeure une interpellation forte pour nos forces de Défense.

Pour ce qui est de l'insécurité, l'instabilité dans les pays voisins et dans les frontières EST et Extrême Nord du pays a occasionné des flux migratoires déversant à l'intérieur du territoire national des populations dont certaines dévoilent des velléités agressives qu'il a fallu contenir. Pour ce faire, il s'est présenté la nécessité de renforcer les capacités des unités récemment créées en effectifs et en matériels. L'objectif majeur était de garantir les conditions optimales de réalisation d'un développement socio-économique durable. L'implication dans les défis sécuritaires sous régionaux, a permis d'intensifier la préparation des forces grâce à des entraînements et manœuvres militaires d'exercice. De plus, une remise à niveau des moyens logistiques a été amorcée, permettant aux personnels engagés de disposer de moyens modernes.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

L'objectif du programme 166 est d'améliorer les dispositifs terrestre, aérien et maritime de la Défense du Territoire.

Relativement aux domaines de compétence du Ministère de la Défense, il s'agit entre autres de parvenir à installer une couverture sécuritaire des composantes Terre, Air et Mer du territoire Camerounais, gage de stabilité aux fins d'une croissance économique améliorée, de procéder au renforcement des capacités opérationnelles des personnels des Forces de Défense et enfin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de travail des hommes.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Informations Classifiées	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 165 719 972 275	CP 165 474 372 275
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -50 935 570 926	Ecart CP -50 935 570 926
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 163 649 834 765	CP 163 649 834 765
TAUX DE CONSOMMATION	98,75 %	98,9 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<i>Ce programme affiche un niveau d'exécution excellent, qui a permis d'assurer une couverture sécuritaire optimale du territoire national en faisant face aux menaces frontalières. Toutefois, des efforts d'allocation de ressources supplémentaires seront sollicités pour parvenir à une couverture plus accentuée, plus étendue et plus efficace des actions militaires grâce à la montée en puissance des unités opérationnelles nouvellement activées (mise à niveau des effectifs et des équipements).</i>	
PERSPECTIVES 2016	· <i>Renforcement des capacités opérationnelles de l'armée de terre pour une meilleure sécurisation du territoire national,</i> · <i>Renforcement des moyens de défense aérienne avec l'acquisition de vecteurs de combats modernes</i> · <i>Renforcement de la sécurisation de la façade maritime par l'activation des sites de détection radars ; la réhabilitation des embarcations et la réalisation des sorties en mer dans le cadre des conventions avec les douanes et la pêche.</i> · <i>Renforcement des capacités logistiques des Forces par l'acquisition d'équipements spécifiques.</i> · <i>Augmentation de l'offre de formation accompagnée d'une remise à niveau des centres d'instruction tant sur le plan infrastructurel que matériel</i> · <i>Poursuite des actions engagées, des études prospectives et des inspections techniques en vue de l'amélioration de la mise en condition opérationnelle des forces.</i> <i>Poursuite de la conduite des opérations de sécurisation permanente du territoire</i>	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

Action 01 RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE TERRESTRE

Cette action a connu un niveau d'exécution excellent. En effet, toutes les activités prévues à défaut d'avoir été exécutées entièrement ont connu un niveau d'exécution fort avancé. Cela a permis de répondre aux multiples sollicitations sécuritaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur

OBJECTIF	Renforcer le dispositif de défense du territoire terrestre								
Indicateur	Intitulé:	Taux de conformité des effectifs des unités opérationnelles des Forces terrestres au Tableau des effectifs et dotations (TED)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:								
	Année cible:	2015							
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):	The values of the programme indicator are still available in the statistical services of the Ministry of Defence and cannot be presented in this document since they are considered as classified information under OS							
Indicateur	Intitulé:	Taux de conformité des matériels des unités opérationnelles des Forces terrestres au Tableau des effectifs et dotations (TED)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:								
	Année cible:	2014							
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):	The values of the programme indicator are still available in the statistical services of the Ministry of Defence and cannot be presented in this document since they are considered as classified information under OS							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	4 436 250 102	4 436 250 102	146 653 194 429	146 653 194 429	144 949 817 679	144 949 817 679	98,85 %	98,85 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<i>Contexte caractérisé par l'impératif de l'amélioration du dispositif de défense terrestre du territoire national au regard de la situation sécuritaire ; Montée en puissance des nouvelles unités opérationnelles de l'armée de terre Poursuite des entraînements et manœuvres militaires</i>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (extraits des extraits)	<i>- Acquisition des matériels en vue de la sécurisation du territoire terrestre au profit des formations engagées tant à l'intérieur qu'en OPEX. - Activation de deux BRIM supplémentaires et création de nouveaux bataillons en leur sein : - 02 ensemble d'infrastructures construites (Centre d'entraînement MINDIF et MOTCHEBOUM...) - 02 simulateurs de tir acquis (MOTCHEBOUM et MINDIF) ; - Equipements et mobiliers des centres d'entraînement ; Entraînements des 68 formations de l'AT (264 manœuvres et sorties terrain)</i>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<i>Cette action a connu un niveau d'exécution excellent. En effet, toutes les activités prévues à défaut d'avoir été exécutées entièrement ont connu un niveau d'exécution fort avancé. Cela a permis de répondre aux multiples sollicitations sécuritaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur</i>								

Perspectives 2016	<i>A l'horizon 2015- 2016 :</i> - <i>Poursuite du renforcement des capacités opérationnelles de l'armée de terre pour une meilleure sécurisation du territoire national,</i> - <i>Poursuite de la montée en puissance des Brigades d'infanterie motorisée avec leurs Bataillons (BIM, BCS, BA) ;</i> - <i>Montée en puissance de la Brigade d'Intervention Rapide ;</i> - <i>Achat de nouveaux équipements spécifiques ;</i> - <i>Poursuite des projets pluriannuels de construction et équipements des Centres d'entrainement en milieu de foret, de montagnes et désertique respectivement à Motcheboum, Babadjou et Mindif</i> <i>Poursuite de la construction des postes de commandement des unités opérationnelles.</i>
-------------------	--

Action 02 RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE AERIENNE

Niveau d'exécution excellent.

Cependant, les exigences de l'aéronautique ne rendent pas visibles les efforts entrepris. Le niveau d'exécution serait accru si davantage de moyens étaient alloués, pour une réalisation des nombreuses activités par groupe, tel que relevé l'année passée.

des nombreuses activités par groupe, tel que relevé l'année passée.

OBJECTIF	Renforcer le dispositif de défense du territoire Aérien								
Indicateur	Intitulé:		Taux de conformité des matériels des unités opérationnelles des Forces Aériennes au Tableau des effectifs et dotations (TED)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:								
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD						
Indicateur	Intitulé:		Taux de conformité des effectifs des unités opérationnelles des Forces Aériennes au Tableau des effectifs et dotations (TED)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:								
	Année cible:		2014						
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	812 975 000	812 975 000	728 595 000	728 595 000	728 523 564	728 523 564	99,99 %	99,99 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte caractérisé par l'impératif de l'amélioration du dispositif de défense aérienne du territoire, au regard de la situation sécuritaire aux frontières, de l'engagement opérationnel de l'Armée de l'Air, et de la montée en puissance des unités opérationnelles nouvellement créées.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Acquisition des matériels et équipements du centre secondaire de recherche et de sauvetage de l'Armée de l'Air ; - 03 Infrastructures construites et 02 réhabilitées au profit des unités opérationnelles (Bases Aériennes 101 ; 102 ; 201) ; - Acquisition des Armements et munitions au profit des hélicoptères MI 17 ; - Renforcement des capacités opérationnelles des unités de l'Armée de l'air (entraînement spécifique des équipages et formation initiale de 30 pilotes) ; - Maintien en condition opérationnelle (MCO) des flottes d'aéronefs ; Acquisition de matériels de soutien aux opérations aériennes (06 vhl de lutte contre les incendies et 09 engins de servitude d'aérodrome)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Niveau d'exécution excellent. Cependant, les exigences de l'aéronautique ne rendent pas visibles les efforts entrepris. Le niveau d'exécution serait accru si davantage de moyens étaient alloués, pour une réalisation des nombreuses activités par groupe, tel que relevé l'année passée.								

Perspectives 2016	<i>A l'horizon 2015 - 2016, poursuite de la montée en puissance des Forces Aériennes, en vue d'améliorer l'appui à apporter aux autres forces, tout en poursuivant la surveillance des frontières. Les activités futures concernent :</i> - <i>Renforcement des moyens de défense aérienne avec l'acquisition de vecteurs de combats modernes ;</i> - <i>Poursuite des études en vue de l'acquisition de moyens radars nécessaires à l'opérationnalisation des Centre de Surveillance et de Détection ;</i> - <i>Poursuite de la réhabilitation du champ de tir de Tchabal pour l'entraînement des pilotes de combat au tir air-sol ;</i> - <i>La construction d'un centre d'entraînement des commandos de l'air à Bamenda ;</i> - <i>Poursuite de la construction des postes de commandement des unités opérationnelles nouvellement créées ;</i> - <i>Amélioration des capacités de maintenance des aéronefs avec la construction des hangars avions dans les Bases Aériennes de Bertoua, Bamenda et Ngaoundéré ;</i> <i>Poursuite du recrutement des personnels en mettant l'accent sur les spécialités opérationnelles de l'Armée de l'Air.</i>
-------------------	--

Action 03 RENFORCEMENT DES MOYENS DE DEFENSE MARITIME

OBJECTIF	Renforcer le dispositif de défense du territoire maritime								
Indicateur	Intitulé:		Taux de conformité des effectifs des unités opérationnelles des Forces navales au Tableau des effectifs et dotations (TED)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:								
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD						
Indicateur	Intitulé:		Taux de conformité des matériels des unités opérationnelles de la Marine au Tableau des Effectifs et dotations (TED)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:								
	Année cible:		2014						
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	721 700 000	721 700 000	582 740 000	582 740 000	581 959 484	581 959 484	99,87 %	99,85 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte marqué par la recrudescence du phénomène de piraterie maritime dans le golfe de Guinée et les engagements internationaux du Cameroun de contribuer efficacement à la mise en place d'une plateforme commune de lutte contre ce phénomène.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- 05 infrastructures construites et 03 réhabilitées (PC FORFUMAPCO ; COPALCO ; EPAEM ; BAND ; structures annexes de l'EMM à Douala...) ; - Acquisition d'équipements spécifiques des navires au profit des nouvelles unités navigantes de la Marine en vue de leur admission au service actif ; - Montée en puissance de l'Ecole d'application des Officiers de la Marine à travers l'ouverture du deuxième stage d'application - Acquisition de matériels spécifiques de sécurité ; - Acquisition système de surveillance maritime et côtière (volet détection) ; Organisation d'exercices navals et croisières;								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Niveau d'exécution excellent. Le maintien en condition opérationnelle des unités navales existantes a permis de maintenir au mieux la présence de l'Etat en mer qui sera renforcée par l'accroissement du potentiel naval et l'installation en cours d'un système de surveillance côtière.								
Perspectives 2016	A l'horizon 2015 - 2016 : Montée en puissance des forces ; Systématisation du maintien en condition opérationnelle des navires Poursuite des Entraînements.								

Action 04 SOUTIEN DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES DES FORCES DE DÉFENSE

OBJECTIF	Assurer avec efficacité le soutien logistique des unités opérationnelles des Armées							
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation des sollicitations logistiques des unités opérationnelles des Armées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		85.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	101 390 054 435	101 390 054 435	10 982 647 571	10 982 647 571	10 903 923 007	10 903 923 007	99,28 %	99,28 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Nécessité d'apporter aux unités opérationnelles des forces de défense un soutien organisé en quantité et en qualité dans les différentes natures de besoins déterminés. IL s'agit du soutien des personnels (solde, alimentation, HCCA), du soutien des matériels, du soutien en carburant et lubrifiants ...							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- Acquisition de véhicules de service - Acquisition de Groupes électrogènes (BEAG et DIRCIA) - 01 camion IVECO TRACKER acquis (BEAG) ; - Acquisition de 04 cuves pour le soutien pétrolier ; - Equipement du laboratoire des transmissions (DIRMATIA) ; - Renouvellement du parc informatique de la chaine solde du MINDEF. Acquisition d'un immeuble au profit soutien logistique RMIA4							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Niveau d'exécution excellent. En effet, toutes les activités prévues, à défaut d'avoir été parachevées, ont connu un niveau d'exécution fort avancé. Cela a permis de répondre aux sollicitations logistiques en soutien des opérations sécuritaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.							
Perspectives 2016	A l'horizon 2015- 2016 : Les actions en faveur de la satisfaction des besoins en soutien logistique des unités opérationnelles seront intensifiées. Un accent particulier sera mis sur la recherche de l'autonomisation des Forces de Défense en matière de restauration collective, avec l'acquisition d'équipements de cuisine de campagne pour mieux soutenir les diverses mobilisations. En outre, des études seront poursuivies en vue de la déconcentration du soutien, avec la mise en place des pôles régionaux d'intervention, dans le but de réduire les délais en rapprochant la logistique des unités opérationnelles.							

Action 05 INTENSIFICATION DE LA RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT OPÉRATIONNEL

OBJECTIF	Rechercher des renseignements opérationnels en vue d'appuyer la prise de décision opérationnelle pour l'activité des Forces de Défense							
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation des activités opérationnelles de recherche du renseignement programmées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		90.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD					
Indicateur	Intitulé:		Nombre de bulletins de renseignement s emis par les structures en charge de la collecte de renseignement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		4270.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		4697.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	191 588 000	191 588 000	224 169 742	224 169 742	224 109 199	224 109 199	99,97 %	99,97 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La naissance de plusieurs foyers de tension tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire pose un impératif de renforcement du dispositif de collecte et de diffusion du renseignement opérationnel.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	01 infrastructure réalisée au profit des unités de renseignement des Armées (Antenne SEMIL Ebolowa) ; Mobilier de bureau pour les structures de renseignement acquis (Division SEMIL) ;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Niveau d'exécution excellent. La réalisation du bâtiment de l'Antenne SEMIL Ebolowa a contribué à renforcer les structures de renseignement dans la RMIA. L'acquisition du mobilier à la division SEMIL a apporté une amélioration certaine dans la performance de ce service.							
Perspectives 2016	A l'horizon 2015- 2016 : Les actions à mener consistent en la poursuite des efforts engagés, dans l'optique d'une meilleure couverture du territoire national. De même, des études seront menées en faveur d'une consolidation du déploiement régional de cette activité, notamment dans les zones présentant des risques sécuritaires particuliers. Il est également projeté, l'acquisition des équipements spécifiques dédiés au renseignement électronique.							

Action 06 APPUI À LA FORMATION INITIALE ET CONTINUE DES PERSONNELS DES FORCES DE DÉFENSE									
OBJECTIF	Former en quantité et en qualité voulue les personnels des Armées								
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités de formation programmées					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2015							
	Valeur de référence:	90.0							
	Année cible:	2015							
	Valeur Cible	100.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de stagiaires formés					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	3800.0							
	Année cible:	2014							
	Valeur Cible	11500.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	2 006 320 700	1 760 720 700	1 892 490 700	1 646 890 700	1 627 734 335	1 627 734 335	86 %	98,84 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les unités opérationnelles ont besoin d'un personnel qualifié et compétent, disposant de connaissances sans cesse actualisées en ce qui concerne les techniques militaires et le maniement des armements modernes.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 05 infrastructures construites au profit des Ecoles et Centres d'Instruction des Armées (ESIG, CI BA 301) - 02 infrastructures réhabilitées au profit des Ecoles et Centres d'Instruction des Armées (CSIAP GENIE ; IG BAND) - Matériels spécifiques d'équipement des salles d'instruction acquis (EEM ; CIES ; CSIAP GENIE) - Recrutement et formation de plus de 7 386 personnels militaires (240 EOA ; 784 ESOA ; 6362 MDR). Formation continue de plus de 234 officiers dans les stages intérieurs (ESIG ; DEM ; CEM; SCU ; PERF LOG ; APPLI LOG ; APPLI ASS ; APPLI ECAPOM)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Niveau d'exécution excellent. Malgré les efforts consentis et les quantités sus évoquées, l'offre de formation demeure insuffisante tant et si bien qu'il faut non seulement améliorer les dotations des formations nouvellement créées, mais aussi augmenter qualitativement et en volume les effectifs nécessaires à la mobilisation des forces.								
Perspectives 2016	A l'horizon 2015- 2016 : L'augmentation de l'offre de formation nécessite au préalable la remise à niveau des écoles et centres d'instruction tant sur le plan infrastructurel que matériel. La relance des stages de formation continue des personnels non officiers.								

Action 07 COMMANDEMENT ET COORDINATION DES UNITÉS OPÉRATIONNELLES AU NIVEAU DES ARMÉES									
OBJECTIF	Commander et Coordonner avec efficacité l'activité des unités opérationnelles des Armées								
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités opérationnelles programmées					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	90.0							
	Année cible:	2015							
	Valeur Cible	100.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de réunions de coordination de missions de contrôle et d'inspections organisées au niveau des structures des Armées					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	960.0							
	Année cible:	2014							
	Valeur Cible	1872.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	Les Valeurs de l'indicateur de ce programme demeurent disponibles dans les services statistiques du MINDEF ne peuvent être présentées dans ce document puisque relevant d'informations classifiées SD							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	5 225 513 112	5 225 513 112	4 656 134 833	4 656 134 833	4 633 767 499	4 633 767 499	99,5 %	99,5 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Attaques aux frontières et incursions de la rébellion SELEKA à l'Est et de la secte BOKO HARAM au Septentrion ; Piraterie maritime et trafics illicites en Mer. Activation de nouvelles unités et montée en puissance des Forces.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 05 infrastructures réhabilitées au profit des structures de coordination des Armées (CGA ; EMM, RMIA 2) - Matériels spécifiques acquis au profit des structures de coordination des Armées (EMAT, EMM ; CNSP ; RMIA 1 ; EMIA)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Niveau d'exécution excellent. Les activités de commandement et de coordination à travers le pilotage des opérations, la conduite des réunions et inspections, ont permis d'apprécier et d'exploiter les différents renseignements opérationnels en vue d'orienter les décisions stratégiques de la très haute hiérarchie.								
Perspectives 2016	A l'horizon 2015- 2016 : Poursuite des opérations et des actions engagées, multiplication des études prospectives et des inspections techniques en vue de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle des forces.								

2015

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 168

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR
DEFENSE

Responsable du programme

Secrétaire Général du Ministère de la Défense

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Placé sous la responsabilité de **M. Hamadou VINDJEDOU, Secrétaire Général du Ministère de la Défense**, ce programme a pour objectif « **Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de la Défense** » et peut être évalué à travers la mesure de l'indicateur « **Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Défense** ».

Au-delà des fonctions opérationnelles menées par les unités combattantes des différentes formations des forces de défense, la Défense nationale camerounaise est un vaste chantier, qui nécessite un pilotage judicieux et une coordination permanente de l'ensemble des organismes concourant à sa mise en œuvre. Au regard du rôle déterminant joué par l'administration centrale du Ministère de la Défense et afin d'atteindre avec efficacité les objectifs prioritaires qui lui sont assignés, il est envisagé la mise en œuvre des actions suivantes :

- coordination des affaires administratives du Ministère de la Défense ;
- satisfaction des charges communes du Ministère de la Défense ;
- coopération militaire internationale ;
- appui institutionnel au suivi et à l'élaboration de la politique de la défense nationale ;
- appui institutionnel aux unités de la Gendarmerie Nationale ;
- assistance et réinsertion des Anciens combattants et victimes de guerre.

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en oeuvre des programmes au Ministère de la Défense	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Défense
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	90.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2014
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINISTÈRE DE LA DEFENSE Action 02: SATISFACTION DES CHARGES COMMUNES DU MINISTÈRE DE LA DEFENSE Action 03: COOPÉRATION MILITAIRE INTERNATIONALE Action 04: APPUI INSTITUTIONNEL A LA MISE EN OEUVRE ET AU SUIVI DE LA POLITIQUE DE DEFENSE NATIONALE Action 05: APPUI INSTITUTIONNEL AUX ACTIVITÉS DES UNITÉS DE LA GENDARMERIE NATIONALE Action 06: ASSISTANCE ET RÉINSERTION DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE	
DOTATIONS INITIALES	AE 42 144 779 086	CP 41 826 409 086
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Secrétaire Général du Ministère de la Défense,	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 168 du Ministère de la Défense a été exécuté dans un contexte général caractérisé d'une part, par la résurgence des menaces non conventionnelles dans nos frontières, pouvant porter atteinte à la fois à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Cameroun et, aussi handicaper lourdement son développement socio-économique.

En outre, l'année 2015 a été marquée par :

- La poursuite du déploiement de personnels dans les missions diplomatiques ;*
- L'acquisition de matériels majeurs au profit des Forces de défense et le recrutement des personnels ;*
- La participation active des forces de défense camerounaises aux missions de maintien de la paix notamment en RCA, au Congo.*

Cet environnement est aussi marqué par l'amélioration du système de gestion axé sur les résultats avec notamment la mise en place d'outils et mécanismes visant à rendre l'administration plus performante. Ceci passe par la poursuite de la mise en œuvre du pilotage et une meilleure coordination de l'ensemble des structures du MINDEF en vue d'atteindre avec le minimum de moyens et le maximum d'efficacité, les objectifs assignés au MINDEF.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

Le programme 168 du Ministère de la Défense a pour objectif d'améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINDEF. Pour mesurer l'atteinte de cet objectif majeur, il a été retenu comme indicateur : Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Défense dont la cible en 2014 a été fixé à 100%

Au terme de l'année 2015 et compte tenu du niveau d'exécution des quatre programmes du département, il apparaît un taux de réalisation des activités annuelles budgétisées aux alentours de 89%, ce qui permet au Ministère de la Défense, à la fin de la deuxième année de mise en œuvre de son programme budgétaire triennal, de se rapprocher de la cible projetée dès le départ.

Cette performance a été possible notamment grâce : au renforcement de la coordination stratégique, une meilleure gestion des ressources humaines, une utilisation plus judicieuse des moyens affectés aux différents programmes ; le renforcement des capacités des personnels, enfin, une appropriation progressive des normes et principes du budget programme au sein du Ministère.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	90%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	-	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 36 711 101 060	CP 36 392 731 060
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 5 433 678 026	Ecart CP 5 433 678 026
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 36 326 742 340	CP 36 326 742 340
TAUX DE CONSOMMATION	99,82 %	99,82 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<i>Malgré le fait que l'objectif de 100% n'a pas été atteint pour cause des facteurs exogènes (existence des goulots d'étranglement dans le processus de passation des marchés, la défaillance de certains entrepreneurs, etc.), les résultats obtenus restent assez satisfaisants.</i>	
PERSPECTIVES 2016	<i>Consolider l'exécution de chaque action du programme en vue d'atteindre les valeurs cibles.</i>	

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES DU MINISTÈRE DE LA DEFENSE								
OBJECTIF	Assurer le fonctionnement de toutes les structures du Ministère							
Indicateur	Intitulé:		Niveau de mise en place du dispositif de pilotage de la gestion axée sur la performance au MINDEF				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 85%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		75.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		85.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 751 546 000	1 744 096 000	1 532 755 020	1 525 305 020	1 510 216 837	1 510 216 837	98,53 %	99,01 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte est marqué d'une part par une meilleure appropriation des concepts, des outils techniques(PROBMIS) et de pilotage du budget programme et d'autre part par la mise en œuvre d'un certain nombre d'activités urgentes découlant de l'état de crise sur nos frontières.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Elaboration manuel de procédures MINDEF - Réhabilitation des bâtiments administratifs							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Ce résultat s'explique par la mise en œuvre d'une politique managériale de pilotage efficace.							
Perspectives 2016	Poursuite des réunions de coordination des administrations centrales et vulgarisation des techniques de pilotage. Poursuite du contrôle de gestion							

Action 02 SATISFACTION DES CHARGES COMMUNES DU MINISTÈRE DE LA DEFENSE

OBJECTIF	Prendre en charge l'ensemble des besoins communs des Forces de Defense								
Indicateur	Intitulé:		Taux d'exécution du budget				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 95,88%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:		93.0						
	Année cible:		2014						
	Valeur Cible		97.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		93%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	36 793 845 844	36 482 925 844	32 112 448 937	31 801 528 937	31 750 853 436	31 750 853 436	98,88 %	99,84 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte marqué par la multitude des conflits frontaliers qui se traduit par la nécessité d'équiper de nouvelles Brigades d'Infanterie motorisé en infrastructures et en matériels.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Acquisition des moyens roulants - Réhabilitation des infrastructures au profit de l'Armée de Terre - Construction des infrastructures au profit de l'Armée de Terre Désinsectisation des sites du MINDEF avec la peinture blason								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Malgré le fait que l'objectif de 100% n'a pas été atteint pour cause des facteurs exogènes (existence des goulots d'étranglement dans le processus de passation des marchés, la défaillance de certains entrepreneurs, etc.), les résultats obtenus restent assez satisfaisants.								
Perspectives 2016	Poursuite du programme d'acquisition d'immeuble bâti, de matériels et des équipements Poursuite des programmes de réhabilitation des infrastructures en vue du maintien du niveau opérationnel								

Action 03 COOPÉRATION MILITAIRE INTERNATIONALE

OBJECTIF	Faire fonctionner de manière optimale les missions de coopération militaire								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de projets de coopération internationale avec les pays alliés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 85,71%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:		30.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		35.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		85,71%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 491 841 242	1 491 841 242	1 260 754 805	1 260 754 805	1 260 754 805	1 260 754 805	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte est marqué par la montée en puissance de la coopération militaire dans le cadre de la lutte contre les menaces terroristes.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Acquisition des véhicules pour les Missions militaires en Chine et France, - Construction des bureaux supplémentaires pour la Mission militaire au BRESIL								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les résultats de cette action même s'ils n'ont pas atteint les valeurs cibles, il n'en demeure moins qu'ils sont à encourager dans la mesure où, dans le cadre de la coopération internationale, le facteur temps à une certaine importance en négociation diplomatique, ainsi que le coût énorme des projets de coopération militaire.								
Perspectives 2016	Accentuer et renforcer la Coopération Militaire Donner plus de moyens pour la poursuite des projets de coopération militaire								

Action 04 APPUI INSTITUTIONNEL A LA MISE EN OEUVRE ET AU SUIVI DE LA POLITIQUE DE DEFENSE NATIONALE								
OBJECTIF	Piloter avec efficacité l'élaboration de la politique de Défense Nationale							
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités de pilotage de l'action publique du Ministère de la Défense					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 85%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	85.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	85%						
Indicateur	Intitulé:	Nombre de reunions de coordination effectués en administration centrale, nombre de missions d'inspection et de contrôle effectués sur le terrain					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 95%	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	291.0						
	Année cible:	2014						
	Valeur Cible	306.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	95%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 413 501 000	1 413 501 000	1 184 309 922	1 184 309 922	1 184 099 901	184 099 901	99,98 %	99,98 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Nécessité d'acquisition de matériels et équipements							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Acquisition matériels informatiques et d'interprétation au profit de la Cellule de traduction MINDEF Acquisition des mobiliers de bureau et matériels informatique au Secrétariat Général de la Commission Camerounaise d'Histoire Militaire							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Il ressort que la cible n'a pas été atteinte à cause de postes non pourvus du fait des départs à la retraite et du redéploiement dans les unités opérationnelles en vue de la sécurisation des frontières							
Perspectives 2016	Optimiser le suivi et le contrôle des administrations, matériels et des personnels des Forces de Défense.							

Action 05 APPUI INSTITUTIONNEL AUX ACTIVITÉS DES UNITÉS DE LA GENDARMERIE NATIONALE								
OBJECTIF	Piloter avec efficacité l'elaboration de la politique d'utilisation des Forces de la Gendramerie Nationale							
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités de pilotage de l'action publique de la Gendarmerie nationale					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	75.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	75%						
Indicateur	Intitulé:	Nombre de réunions de coordination effectués en administration centrale, nombre de missions d'inspection et de contrôle effectués sur le terrain					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	893.0						
	Année cible:	2014						
	Valeur Cible	938.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	75%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	202 200 000	202 200 000	171 620 000	171 620 000	171 620 000	171 620 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'appui institutionnel aux activités des Unités de la Gendarmerie Nationale a été exécuté dans un souci d'avoir une administration performante en assurant un meilleur fonctionnement des services de la Gendarmerie Nationale avec un minimum de moyens.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Il ressort que la cible n'a pas été atteinte à cause de postes non pourvus du fait des départs à la retraite et du redéploiement dans les unités opérationnelles en vue de la sécurisation des frontières							
Perspectives 2016	Optimiser le suivi et le contrôle des administrations, matériels et des personnels de la Gendarmerie Nationale							

Action 06 ASSISTANCE ET RÉINSERTION DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE								
OBJECTIF	Appuyer et coordonner l'assistance et la réinsertion des Anciens Combattants et Victimes de Guerre dans la vie civile							
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation des activités programmées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		90.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		90%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	491 845 000	491 845 000	449 212 376	449 212 376	449 197 361	449 197 361	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Opérationnalisation des Structures déconcentrées du SED /CACVG							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Acquisition des mobiliers de bureaux au profit des Divisions Régionales du SED /CACVG - Réalisation d'un forage avec unité de pressurisation							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La poursuite timide de la mise sur pied des structures déconcentrées du SED/ CACVG, a plombé l'atteinte des résultats escomptés.							
Perspectives 2016	Acquisition des mobiliers de bureau et matériels informatiques au profit des divisions régionales du SED/CACVG Etude en vue de la mise en place d'une stratégie de suivi, encadrement et assistance des ACVG et production d'un schéma directeur de formation, reconversion, réinsertion pour la promotion du devoir sacré de mémoire et du souvenir.							

2015

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 169

PARTICIPATION A L' ACTION NATIONALE DE DEVELOPPEMENT

Responsable du programme

Colonel KAMGAING Jackson

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Sous la coordination du **Lieutenant-colonel KAMGAING JACKSON, Directeur du Génie Militaire**, ce programme vise l'objectif suivant : « **Apporter un appui dans des domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun** ». Il peut être évalué à travers la mesure de l'indicateur « **Taux de réalisation des diverses sollicitations à l'endroit des structures spécialisées du Ministère de la Défense** »

Les forces de défense disposent de ressources humaines, matérielles et infrastructurelles leur permettant, non seulement d'accomplir les missions traditionnelles qui leur sont assignées, mais aussi d'apporter un concours actif et significatif au programme de développement socio-économique du pays. En effet, du fait de son implantation effective sur l'ensemble du territoire national et des compétences dont elles disposent, les Forces de Défense sont amenées à soigner, construire et éduquer les populations, contribuant ainsi de manière significative au développement socio-économique du Cameroun dans le cadre du lien sacré Armée-Nation appelé de tous ses vœux par le Chef de l'Etat, Chef des Armées, et du concept de la « Défense Populaire » qui fonde la politique de Défense de notre Pays.

Dans ce cadre, les structures hospitalières des Forces de Défense ne font aucune discrimination entre les citoyens, et s'occupent aussi bien des militaires que des patients civils qui se présentent dans leurs formations. Il en est de même des enseignements primaire, maternel et professionnel dispensés dans les écoles créées dans les casernes militaires.

Dans le même ordre d'idées et afin de disposer d'une capacité opérationnelle et réactionnelle toujours plus grande, les unités de Génie Militaire interviennent de manière appréciable dans la construction et l'entretien des infrastructures vitales au développement socio-économique du Cameroun ; notamment dans les zones difficiles d'accès et les zones d'insécurité où les entrepreneurs privés éprouvent des difficultés d'exécution de leurs prestations. La réussite de ce programme nécessite la mise en œuvre coordonnée des actions ci-après :

- relance des activités du Génie Militaire ;
- amélioration de l'offre sanitaire des hôpitaux et centres médicaux militaires ;
- participation aux missions d'éducation nationale et de formation professionnelle.

OBJECTIF	Apporter un appui dans des domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des diverses sollicitations à l'endroit des structures spécialisées du MINDEF
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	75.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	90.0
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RELANCE DES ACTIVITÉS DU GÉNIE MILITAIRE Action 02: AMÉLIORATION DE L'OFFRE SANITAIRE DES HOPITAUX, CENTRES MÉDICAUX ET INFIRMERIES MILITAIRES Action 03: PARTICIPATION AUX MISSIONS D'ÉDUCATION NATIONALE ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE	
DOTATIONS INITIALES	AE	CP

	3 154 535 137	2 754 535 137
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Colonel KAMGAING Jackson,	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 169 du Ministère de la Défense a été exécuté dans un contexte du lien « armée-nation » pour la participation du ministère de la Défense dans les actions civilo-militaires où le Génie militaire et la Santé militaire sont d'un apport considérable dans le processus de développement durable de la nation.

L'Etat camerounais s'est fixé comme objectif de faire du Cameroun un pays émergent. A cet effet, toutes les structures étatiques et leurs démembrements doivent contribuer à l'atteinte de cet objectif important. Fort de leur potentiel en ressources humaines, infrastructurelles et en équipements, les Forces de défense peuvent non seulement remplir leurs missions régaliennes traditionnelles mais également apporter une aide significative au mouvement national de développement socio-économique. C'est ainsi que les forces de défense de part leur implantation sur l'ensemble du territoire national, du sens élevé des responsabilités et de leurs compétences avérées, si elles sont sollicitées, s'impliquent fortement dans le développement socio-économique du Cameroun. D'importants moyens ont été alloués aux forces de défense pour se doter en équipements et matériels importants pour le Génie militaire, l'amélioration du plateau technique des structures hospitalières et l'amélioration du cadre de travail réservé à l'enseignement.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

L'objectif du programme 169 est d'apporter un appui dans les domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun. Relativement aux domaines de compétences du Ministère de la Défense, il s'agit de porter le taux de réalisation des diverses sollicitations à l'endroit des structures spécialisées du MINDEF à hauteur de 75%. En 2014, on peut relever une augmentation des travaux routiers de désenclavement, l'accès aux soins de santé primaire pour les populations, l'éducation et la réinsertion des militaires. Globalement, le résultat obtenu au 31 décembre 2014 se situe à 86,7% de l'objectif fixé par l'indicateur. Le résultat technique est de 73% pour l'année 2014.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	75%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 618 559 678	CP 1 218 559 678
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 1 535 975 459	Ecart CP 1 535 975 459
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 180 150 263	CP 1 180 150 263
TAUX DE CONSOMMATION	96,85 %	96,85 %

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<i>L'expertise de certaines unités opérationnelles et les matériels techniques mis à leur disposition permet dans certaines situations d'apporter une aide aux population dans les domaines de la santé, de la construction, de la réhabilitation des infrastructures, de l'éducation et de la formation professionnelle , ont permis l'atteinte des résultats escomptés.</i>
PERSPECTIVES 2016	<i>Pour répondre efficacement aux sollicitations diverses pour le développement national, il est impératif d'augmenter le nombre des structures de soutien à travers le territoire national.</i>

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

Action 01 RELANCE DES ACTIVITÉS DU GÉNIE MILITAIRE								
OBJECTIF	Donner un appui technique à l'effort national de construction et de réhabilitation des infrastructures vitales pour le développement							
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation des sollicitations relatives aux travaux de Génie Civil				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 88%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		80.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		90.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		88%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 909 799 942	1 809 799 942	444 144 525	344 144 525	342 648 849	342 648 849	77,14 %	99,57 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Ces activités ont été menées dans un contexte marqué par la difficulté d'accès dans certaines zones, la forte pluviométrie dans la zone de Bakassi et l'insuffisance des infrastructures militaires.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Poursuite des travaux de sécurisation des ouvrages civils et militaire (base du Génie Militaire à Zamengoé) ; Poursuite de l'aménagement du parc National de BOUBA-NDJIDDA ; Aménagement des axes routiers (boulevard de la République, route Nyalla_Japoma, aménagement route Angossas, voirie de Maroua...) ; Construction et réhabilitation des infrastructures (logements des pêcheurs à ISSANGUELE, logements DSP à Olembé, Postes de Commandement des 11° et 31° REGEN, soutes à munitions de la BQG , Centre D'instruction et d'entrainement des Forces Terrestres à MOTCHEBOUM , Marché moderne de Sangmélina, marché moderne de Bertoua) Lotissement MINDCAF et MINDHU à OLEMBE, et MBWANG-BAKOKO 1 ,2 ; Réalisation de l'hélistation présidentielle de KRIBI ; Acquisition, rénovation, entretien des matériels, machines et installations techniques ; Construction, agrandissement et réhabilitation de bâtiments administratifs.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le résultat escompté de 90% n'a pas été atteint parce que certains moyens ont été affectés dans la zone opérationnelle de l'extrême nord (la mise en œuvre du volet combat du génie).							
Perspectives 2016	Le Génie militaire envisage améliorer son parc pour répondre aux nombreuses sollicitations de la nation tout en privilégiant l'accroissement en ressources humaines qualifiées.							

Action 02 AMÉLIORATION DE L'OFFRE SANITAIRE DES HOPITAUX, CENTRES MÉDICAUX ET INFIRMERIES MILITAIRES									
OBJECTIF	Améliorer en quantité et en qualité le plateau technique des unités opérationnelles de santé militaire pour appuyer la politique nationale de santé publique								
Indicateur	Intitulé:		Capacité d'accueil des infirmeries, centres médicaux et hôpitaux militaires				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 123,25%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:		770.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		800.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		123,25%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 119 235 195	819 235 195	1 054 015 153	754 015 153	731 764 720	731 764 720	69,42 %	97,05 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été menée dans le cadre de la réforme des Forces de Défense issue des textes de Juillet 2001 prescrivant par la modernisation, la professionnalisation.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· Etudes préalables à la construction d'infrastructure (HIRAAY, HMR3) ; · Réhabilitation du Centre médical militaire n°9 · Activation de l'HRM4 · Acquisition des équipements (HMR1 : cardiologie, HMR2 : ophtalmologie ; CEMPN ; Infirmerie 22^{ème} BIM ; CMM/SSM9) · Participation aux actions de santé publique et aux missions humanitaires · Education sanitaire et lutte contre les fléaux sociaux.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les résultats ont été obtenus grâce à la mise en œuvre des actions telles que : · L'activation d'un nouvel hôpital de Région d'une capacité de 100 lits ; · L'équipement de 04 services spécialisés des hôpitaux ; Le recrutement et la formation des personnels sanitaires.								
Perspectives 2016	Horizon 2015-2018 : · Achèvement de la construction des Hôpitaux de Région N°3 ; poursuite des études préalables et début de la construction de l'hôpital d'Instruction de Référence d'Application des Armées de Yaoundé. · Doter les Forces de Défense en quantité et en qualité des moyens de ramassage (ambulances, véhicules sanitaires avant blindé, housses mortuaires) ; triage (matériel de diagnostic ; ambulances médicalisées) ; hôpitaux militaires de campagnes et de traitement (équipements de soins) et des troussees individuelles de secours. · Equipement des infirmeries construites et des services Spécialisés des hôpitaux militaires créés et activés Poursuivre la formation des personnels.								

Action 03 PARTICIPATION AUX MISSIONS D'ÉDUCATION NATIONALE ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE								
OBJECTIF	Améliorer en quantité et en qualité l'offre pour apporter un appui à la politique nationale d'éducation et de formation professionnelle							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de personnes formées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		4300.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		4500.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		95,55%				95,55%	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	125 500 000	125 500 000	120 400 000	120 400 000	105 736 694	105 736 694	87,82 %	87,82 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le nouveau redéploiement des Forces de Défense à travers le territoire national a entraîné le déplacement du personnel et leurs familles dans les zones dépourvues des infrastructures scolaires.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Construction de 02 écoles maternelles.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le fonctionnement optimal de ces écoles primaires a permis l'atteinte des résultats assez satisfaisants, cependant l'existence des problèmes comme un réel besoin en ressources budgétaires en vue de la réalisation et de la réhabilitation des infrastructures scolaires, l'acquisition des équipements didactiques et la formation des personnels enseignants ne permettent pas l'atteinte des objectifs escomptés.							
Perspectives 2016	Il est souhaitable de maintenir le rythme de réalisation de ces infrastructures vitales qui participent à la promotion de l'éducation nationale.							

2015

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 170

PARTICIPATION A LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES
BIENS

Responsable du programme

Général de Brigade ELOKOBI Daniel N.

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Ce programme qui est placé sous la coordination du **Général de Brigade ELOKOB Daniel NDJOCK, Directeur Central de la Coordination de la Gendarmerie Nationale**, se fixe pour objectif de « **garantir les conditions de sécurité et de paix favorables au développement** ». Son évaluation peut se faire à travers la mesure de l'indicateur « **Taux de criminalité** ».

Il est constitué d'un ensemble d'actions tendant à renforcer la sécurité des personnes et des biens à travers les structures opérationnelles des Forces de Défense, et principalement celles de la Gendarmerie Nationale et du Corps National des Sapeurs-Pompiers.

En effet, c'est une évidence d'affirmer qu'un environnement sécuritaire rassurant et paisible est de nature à booster l'économie, à contribuer à l'amélioration du climat des affaires et au renforcement de l'Etat de droit. A contrario, l'existence d'un climat d'insécurité et d'instabilité a une incidence fortement négative sur la vie économique et sociale d'un pays. Dans ce cadre, et au vu des missions traditionnelles des Forces de Défense dans toutes leurs composantes, et particulièrement dans les composantes Gendarmerie et Sapeurs-Pompiers, il demeure impératif de mettre en œuvre, en vue de la consolidation de la sécurité et de la paix, l'exécution des actions suivantes :

- renforcement des capacités opérationnelles des unités de sapeurs-pompiers;
- intensification de la lutte contre l'insécurité routière ;
- amélioration de l'Administration de la justice militaire et des conditions de détention dans les prisons militaires;
- renforcement des capacités des ressources humaines ;
- renforcement des capacités des transmissions des formations et unités opérationnelles concourants à la protection des personnes et des biens ;
- commandement et soutien des formations de la gendarmerie nationale et du Corps National des Sapeurs-Pompiers ;
- renforcement des capacités des unités de la Gendarmerie Nationale en maintien de l'ordre ;
- intensification de la lutte contre la grande criminalité et le renforcement de la collecte du renseignement ;

OBJECTIF	Garantir les conditions de sécurité et de paix favorables au développement	
Indicateur	Intitulé:	Taux de criminalité
	Unité de mesure	°°/
	Valeur de référence:	23.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	21.0
	Année cible:	2015

ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01:	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DES UNITÉS DE SAPEURS-POMPIERS	
	Action 02:	INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ROUTIÈRE	
	Action 03:	AMÉLIORATION DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE MILITAIRE ET DES CONDITIONS DE DÉTENTION DANS LES PRISONS MILITAIRES	
	Action 04:	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES RESSOURCES HUMAINES	
	Action 05:	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES TRANSMISSIONS DES FORMATIONS ET UNITÉS OPÉRATIONNELLES CONCOURANT À LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS	
	Action 06:	COMMANDEMENT ET SOUTIEN DES FORMATIONS DE LA GENDARMERIE NATIONALE ET DU CORPS NATIONAL DES SAPEURS POMPIERS	
	Action 07:	RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'INTERVENTION EN MAINTIEN DE L'ORDRE	
	Action 08:	INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE LA GRANDE CRIMINALITE ET LE RENFORCEMENT DE LA COLLECTE DU RENSEIGNEMENT	
DOTATIONS INITIALES	AE 53 117 758 928		CP 51 573 254 428
RESPONSABLE DU PROGRAMME	Général de Brigade ELOKOBI Daniel N.,		

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 170 du Ministère de la Défense a été exécuté dans un contexte général marqué non seulement par des facteurs internes à notre pays mais également par des facteurs extérieurs.

Il faut relever d'une part, que les Forces de maintien de l'ordre font face à un important défi sécuritaire du fait du déplacement des populations suite aux attaques répétées aux frontières EST et Extrême Nord du Pays. Ce défi sécuritaire est important pour la sécurisation des personnes et des biens, dans la mesure où les activités de développement économique et social connaissent une chute drastique dans certaines zones, notamment dans le grand Nord, non seulement du fait des enlèvements, kidnapping et rapt, mais aussi de la survenance des incendies dans les marchés et complexes commerciaux (DOUALA, BAFOUSSAM, YAOUNDE, LIMBE, MAROUA, KRIBI...).

D'autre part, les évènements en Centrafrique ont provoqué dans les régions administratives frontalières des accrochages entre les bandes armées (SELEKA et ANTI-BALAKA) et les forces de sécurité de notre pays, ainsi qu'un mouvement de réfugiés parmi lesquelles se trouvent des individus peu scrupuleux. Le renforcement des contrôles des forces de sécurité pour assurer notamment une plus grande sécurisation du transit des marchandises sur le corridor DOUALA-N'DJAMENA-BANGUI s'est avéré d'une impérieuse nécessité.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

L'objectif du programme 170 était d'améliorer le niveau de sécurité des personnes et des biens dans nos agglomérations. Relativement aux domaines de compétences du Ministère de la Défense, il s'agit de parvenir à réduire la criminalité (taux) à un niveau au moins égal à celui prévu par la loi de finances 2015, soit un taux de criminalité de 23,5%. Globalement, le résultat obtenu au 31 décembre 2015 se situe à **23,27%**, soit un taux de réalisation de **86,5%**.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	86,5	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 9 151 841 487	CP 7 607 336 987
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 43 965 917 441	Ecart CP 43 965 917 441
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 7 574 083 018	CP 7 574 083 018
TAUX DE CONSOMMATION	96,16 %	99,56 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	La non atteinte des résultats escomptés est due à la détérioration de la situation sécuritaire aux frontières Extrême nord et Est, au déplacement massif des populations avec le cortège des infractions que ce phénomène charrie et qui n'était pas perceptible au moment de la détermination de la valeur cible. A tout ceci vient se greffer une insuffisance de l'accompagnement des nouvelles formations et unités avec des moyens en personnels et en équipements conséquents	
PERSPECTIVES 2016	Les perspectives envisagées dans le cadre de la réalisation de l'objectif de ce programme en 2016 sont orientées vers les points principaux suivants : · La poursuite de la mise en œuvre de la politique d'une gendarmerie de proximité · Le respect des règles de courtoisie, de haute probité morale et de discipline dans la tenue, règles qui doivent guider l'action du gendarme dans ses contacts avec les usagers · La poursuite de la construction des unités et formations nouvellement activées · Le recrutement et la formation des personnels · L'acquisition des matériels et équipements de lutte contre la cybercriminalité · L'acquisition des matériels de police scientifique et technique. · L'acquisition des moyens de mobilité pour les unités et les formations La remise en état de fonctionnement des matériels roulants et équipements existants étant donné que le pourcentage de mobilité des unités opérationnelles reste maintenu à 47%.	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

Action 01 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DES UNITÉS DE SAPEURS-POMPIERS								
OBJECTIF	Améliorer les capacités d'interventions des unités opérationnelles des Sapeurs-Pompiers							
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'interventions des Unités opérationnelles des Sapeurs-pompiers					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	4267.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	4500.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:	Délais d'intervention des unités de Sapeur-pompiers					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	mn						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	25.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	20.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	22						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 150 900 000	600 900 000	1 179 720 000	629 720 000	629 619 605	629 619 605	53,37 %	99,98 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte qui a prévalu au cours de la mise en œuvre de cette action a été marqué par l'amélioration et le renforcement de la présence des unités opérationnelles des sapeurs-pompiers dans les villes de plus 100.000 habitants.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Au cours de l'exercice 2014, plusieurs activités programmées dans le cadre de cette action ont été menées à terme. Parmi les plus marquantes, on peut citer : - Acquisition de matériels spécifiques de lutte contre les incendies 03 infrastructures construites (centres de secours de KOUSSERI, BUEA/MUTENGUENE, KRIBI) Matériel spécifiques de transmission acquis							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Malgré toute la mise en œuvre d'une synergie d'actions comme la construction de nouveaux centres de secours, et l'acquisition des matériels de transmissions, les résultats escomptés n'ont pas pu être atteints. Cependant, il est important de relever que l'évolution de l'indicateur ne dépend pas essentiellement des actions des forces de défense, mais aussi de ceux du ministère du développement urbain et de l'habitat et des collectivités territoriales décentralisées avec notamment l'ouverture et l'entretien des voies d'accès d'urgence et la disponibilité des hydrants notamment les bouches d'incendie alimentées etc.							
Perspectives 2016	Dans la poursuite de l'amélioration constante de l'atteinte de l'objectif de cette action, les actions suivantes sont envisagées : - Réduction des délais, - Poursuite de la construction des unités opérationnelles des Sapeurs-pompiers - Activation des nouveaux Centres de secours - Equipement des centres de secours Renforcement des capacités des personnels du corps national des sapeurs-pompiers							

Action 02 INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ROUTIÈRE

OBJECTIF	Réduire le nombre d'accidents sur les axes routiers								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de morts dus aux accidents de la route				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE -130%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:		1100.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		1000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1145						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	176 650 000	176 650 000	214 314 025	214 314 025	213 283 583	213 283 583	99,5 %	99,5 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<i>Le contexte de mise en œuvre est marqué par la recherche d'une solution adéquate aux accidents de circulation qui est un véritable problème de politique publique. Ainsi les unités de police de la route sont-elles mises à contribution avec une mission à caractère préventif et répressif. Leur action est soutenue par la portion centrale à travers les « semaines routières » de la Gendarmerie</i>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<i>Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, les activités inscrites ont été toutes réalisées. Parmi les plus significatives on a :</i> <i>Acquisition de matériels de lutte contre l'insécurité routière</i> <i>Acquisition de 03 véhicules minibus pour la mobilité des personnels lors des « semaines routières »</i> <i>Implémentation des contrôles de vitesse par la mise en place des dispositifs de contrôle nocturne</i> <i>Organisation en permanence des campagnes de sécurité routière toutes les semaines</i> <i>Organisation des stages spécifiques en matière de prévention routière et notamment la préparation des personnels au contrôle dynamique par le déploiement des motocyclistes sur les axes routiers</i>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<i>La variation baissière du nombre de morts inhérent aux accidents de circulation routière tient lieu nonobstant la dégradation des infrastructures routières (état de la chaussée, absence de signalisations horizontales et verticales), à l'action permanente de la Gendarmerie sur les axes et à l'appropriation des bonnes règles de conduite par les usagers</i> <i>Le renforcement des moyens de mobilité pour les pelotons routiers motorisés</i> <i>L'amélioration des conditions de circulation sur certains axes (entretien routier)</i>								
Perspectives 2016	<i>Les perspectives envisagées en 2016, dans le cadre de cette action :</i> <i>Poursuite de l'équipement des forces de police de la route ;</i> <i>Poursuite de la formation et de l'entrainement des forces de police de la route ;</i> <i>Poursuite de la sensibilisation des usagers pour l'adoption d'un comportement citoyen et sécurisant sur nos axes routiers dans le cadre de la 3^{ème} génération de la semaine routière (Les propriétaires des véhicules pris en infraction sont instantanément invités à la cessation de l'infraction)</i> <i>Poursuite de l'amélioration du cadre de travail</i> <i>Sanction sans faiblesse des permis de conduire irréguliers, des écarts de comportement des conducteurs d'engins lourds et des camions et des agences de voyage irrespectueuses de la réglementation en matière d'emploi des conducteurs</i> <i>Construction de nouveaux locaux de service</i> <i>Equiperment des locaux de service récemment construits</i> <i>Incitation des administrations partenaires à renforcer la signalisation horizontale et verticale sur les différents axes routiers</i> <i>Traque des conducteurs et propriétaires des véhicules en panne abandonnés sur les axes routiers sans signalisation conséquente</i> <i>Intensification des contrôles nocturnes</i>								

Action 03**AMÉLIORATION DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE MILITAIRE ET DES CONDITIONS DE DÉTENTION DANS LES PRISONS MILITAIRES**

OBJECTIF	Faire fonctionner de manière optimale les juridictions militaires								
Indicateur	Intitulé:		Taux du traitement du contentieux par les juridictions militaires				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 128,4%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:		60.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		70.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		60,42						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 161 142 000	802 900 000	1 045 761 906	687 519 906	686 997 985	686 997 985	65,69 %	99,92 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte de mise en œuvre de cette action est assez favorable avec la mise en œuvre de la nouvelle réorganisation de la justice militaire, le déploiement des personnels spécialistes arrivés au terme de leur formation et l'adoption de la loi sur le terrorisme. Il est en outre marqué, par l'activation de 02 nouveaux tribunaux militaires pour porter le nombre à 07. Il s'agit notamment des tribunaux des régions de l'EST, et de l'EXTREME-NORD.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Dans le cadre de la mise œuvre de cette action, l'ensemble des activités programmées ont été menées à terme : · 2° phase de 02 infrastructures de tribunaux militaires achevée (MAROUA et BERTOUA) ; 01 infrastructure réhabilitée (BUEA)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Si les résultats obtenus semblent probants, cela est dû essentiellement à la mise en œuvre des actions comme la construction des infrastructures, la création et l'activation des nouveaux tribunaux militaires, le recrutement et la formations des personnels de l'ordre judiciaire, l'adoption de la loi sur le terrorisme.								
Perspectives 2016	· L'activation des 03 autres tribunaux militaires de NGAOUNDERE, BAMENDA et d'EBOWA · Les perspectives sont les suivantes dans cette action: · Poursuite du recrutement et de la formation des auditeurs de justice ; · Poursuite de la construction des tribunaux de MAROUA et de BERTOUA ; · Acquisition de la documentation spécialisée et d'équipements des tribunaux · Construction de la Direction de la Justice militaire et des tribunaux militaires de BAMENDA, EBOLOWA, et NGAOUNDERE. · Réhabilitation de la prison militaire de YAOUNDE et de sa clôture d'enceinte Réalisation d'un mini bus pour le transport des détenus.								

Action 04 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Former en quantité et en qualité voulue les personnels concourant à la protection des personnes et des biens							
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation des activités de formation programmées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		75.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		90.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de stagiaires formés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 71%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		3500.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		5000.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		3890					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	135 150 000	135 150 000	110 120 000	110 120 000	109 093 205	109 093 205	99,1 %	99,07 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte est marqué par une réabsorption d'un déficit criard en formation et recyclage des personnels face à de nouvelles formes de criminalité, d'utilisation d'armes non létales en maintien de l'ordre, d'entraînement aux techniques d'intervention en cas de sinistre, etc.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	La majorité des activités programmées ont été menées à terme. Parmi les principales, on peut citer : · Formation de 2098 gendarmes renouvellement recrutés · Formation continue et recyclage des personnels · Construction du bâtiment administratif EIFORCES à AWAE Déclenchement du processus de recrutement de 2200 Elèves- Gendarmes, 270 Elèves sous-officiers (service général) et 30 Elèves sous-officiers (option santé)							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le renforcement des capacités du personnel de la Gendarmerie Nationale a été boosté par l'insécurité aux frontières (EST et EXTREME-NORD) et la volonté de la hiérarchie pour qui, seuls des personnels bien aguerris peuvent remplir efficacement les missions à eux confiées. L'insuffisance des ressources financières consécutives aux opérations en cours justifie également l'absence de la programmation de certains stages.							
Perspectives 2016	Les perspectives envisagées en 2016 sont les suivantes : · Amélioration du cadre de l'instruction par les réhabilitations d'infrastructures ; · La refondation des programmes d'instruction pour les adapter au contexte sécuritaire actuel ; · Poursuite du partenariat Gendarmerie Nationale-Institut Africain d'Informatique (représentation du Cameroun) pour le renforcement des capacités des personnels dans les domaines des technologies de l'information et de la communication · Equipement des centres d'instruction en matériels didactiques · Amélioration des conditions de vie dans les centres et écoles de formations Organisation plus régulières des séminaires sur des sujets présentant un intérêt certain pour la protection des personnes et des biens.							

Action 05 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES TRANSMISSIONS DES FORMATIONS ET UNITÉS OPÉRATIONNELLES CONCOURANT À LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS								
OBJECTIF	Améliorer la transmission des informations et la réactivité des unités opérationnelles concourant à la protection des personnes et des biens							
Indicateur	Intitulé:		Pourcentage des unités connectées au réseau de transmission des données				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		20.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		30.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	187 000 000	187 000 000	159 499 377	159 499 377	159 368 379	159 368 379	94,16 %	94,16 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte est marqué par les difficultés en matériels, équipements des centres de transmissions, et personnels. De même, les activités de veille des centres opérationnels de la gendarmerie en charge de la gestion des appels de détresse ont subi le contrecoup des difficultés énoncées supra.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Plusieurs activités ont été menées : · Mise en fonctionnement de deux relais ; · Réhabilitation (dépannage) de nombreux matériels (cadre fête du 20 mai 2015) ; · Réalisation des matériels spécifiques de transmission (gendarmerie nationale, corps national des sapeurs-pompiers) Réalisation de quelques équipements d'énergie solaire et de relais numériques au profit de la Gendarmerie							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La vétusté et la défectuosité des équipements et matériels des CTD et des COG (insuffisance de pièces de rechanges) et surtout l'absence de personnels qualifiés sont autant d'obstacles à l'atteinte de l'objectif visé L'inactivité de certaines unités du fait de l'absence d'énergie électrique ou de l'insuffisance des crédits budgétaires ont plombé la bonne fonctionnalité des transmissions							
Perspectives 2016	Les perspectives envisagées en 2016, sont entre autres : · L'activation de nouveaux CTD · L'acquisition et l'installation des équipements de certains CTD et des COG · L'amélioration de l'offre en énergie électrique (plaques solaires, groupes électrogènes) · Acquisition de plusieurs lots de pièces de rechange pour la maintenance des appareils en panne Recrutement et formation des personnels ayant des connaissances en électronique, en transmission et informatique.							

Action 06 COMMANDEMENT ET SOUTIEN DES FORMATIONS DE LA GENDARMERIE NATIONALE ET DU CORPS NATIONAL DES SAPEURS POMPIERS									
OBJECTIF	Assurer efficacement le Commandement et le soutien logistique des unités opérationnelles concourant à la protection des personnes et des biens								
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités opérationnelles des unités concourants à la protection des personnes et des biens					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	90.0							
	Année cible:	2015							
	Valeur Cible	100.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des sollicitations logistiques des unités opérationnelles de la Gendarmerie Nationale et du Corps National des Sapeurs Pompiers					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	75.0							
	Année cible:	2015							
	Valeur Cible	95.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	47 724 136 214	47 278 758 714	4 145 943 223	3 700 565 723	3 694 015 746	3 694 015 746	89,9 %	99,82 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte est marqué par le rapport très déficitaire de l'offre et des besoins toujours plus importants des unités opérationnelles en matière de logistique et de locaux décents.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	· Matériels de vidéo surveillance et contrôle d'accès acquis et mis en fonctionnement · 03 infrastructures construites (Célibatorium GPIGN à Mbankomo, mur de sécurisation de la caserne de la Légion du Nord, clôture de l'état-major Légion Adamaoua) · Amélioration des conditions de vie et de travail des personnels (mise en fonctionnement du foyer des services centraux de la Gendarmerie Nationale) 01 infrastructure réhabilitée (état-major Légion de gendarmerie de l'Ouest)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les résultats obtenus ont été grandement influencés par la rareté et toutes les difficultés liées à la maintenance des matériels lourds et à la logistique des unités opérationnelles. Les moyens roulants réalisés et dotés aux formations et unités sombrent inexorablement vers la fin de leur potentiel.								
Perspectives 2016	Les perspectives en 2016 sont entre autres : · Améliorer le système d'approvisionnement en matériels et pièces de rechange pour le maintien en conditions des matériels · Réaliser un plateau technique moderne au garage central SED · Réaliser des lots de pièces de rechanges et les mettre à la disposition des structures chargées de l'entretien du parc automobile · Construire les postes de commandement de la Région de Gendarmerie n°4 et de la légion du Logone et Chari · Acquérir de nouveaux matériels roulants et les doter aux formations et unités opérationnelles · Réhabiliter les échelons de maintenance et d'approvisionnement des unités déconcentrées · Multiplier les contrôles et inspections inopinées sur le service sur tout le territoire Améliorer les conditions de vie et de travail des personnels de l'administration centrale des différents corps concourant à la protection des personnes et des biens								

Action 07 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'INTERVENTION EN MAINTIEN DE L'ORDRE								
OBJECTIF	Assurer efficacement les missions de maintien de l'ordre							
Indicateur	Intitulé:	Taux de conformité des matériels des unités opérationnelles chargées du Maintien de l'ordre au Tableau des effectifs et dotations (TED)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure							
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:							
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:	Taux de conformité des effectifs des unités opérationnelles chargées du Maintien de l'ordre au Tableau des effectifs et dotations (TED)					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:							
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	440 025 000	440 025 000	376 020 000	376 020 000	373 963 493	373 963 463	98,45 %	99,45 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	<i>Le contexte de mise en œuvre est celui marqué par la tension sociale du fait de crises d'approvisionnement en énergie (eau, gaz domestique, électricité...) avec comme incidence une application de la police administrative qui a notamment mission la prévention et la répression des troubles à l'ordre public.</i> <i>De même, les tensions créées par le mouvement des personnes déplacées du fait des troubles dans les pays voisins (RCA et NIGERIA), ne sont pas à minorer</i>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<i>Parmi les activités majeures, on peut citer :</i> · <i>Acquisition des matériels spécifiques de maintien de l'ordre,</i> · <i>Maintien en condition du matériel majeur de maintien de l'ordre</i> · <i>02 infrastructures construites (groupe d'escadrons n°6 GAROUA, hangar pour abriter les matériels majeurs VID à Yaoundé)</i>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<i>Les résultats probants se justifient par l'acquisition d'un certain nombre de matériels majeurs (plusieurs véhicules d'intervention et de dispersion sachant que l'unité vaut 500 millions FCFA) et le renforcement des unités en personnels avec la sortie des cuvées 2014 des centres d'instruction.</i>							
Perspectives 2016	<i>Les perspectives en 2016 sont :</i> · <i>Construction des locaux des Groupes d'escadrons nouvellement créés et activées (Bertoua, Ebolowa)</i> · <i>Achèvement de la construction du groupe d'Escadrons n°3 à Maroua</i> · <i>Poursuite de la réhabilitation de certaines unités mobiles</i> · <i>Construction des Escadrons fonctionnels</i> · <i>Maintien en condition des matériels acquis</i> · <i>Equipement des Escadrons et Pelotons nouvellement créés et activés</i> <i>Entraînement des forces formées aux techniques nouvelles de maintien de l'ordre et d'intervention</i>							

Action 08 INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE LA GRANDE CRIMINALITE ET LE RENFORCEMENT DE LA COLLECTE DU RENSEIGNEMENT								
OBJECTIF	Améliorer la lutte contre toutes les formes de criminalité							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de procès-verbaux dressés					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	70000.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	90000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:	Taux de criminalité					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 86,5%	
	Unité de mesure	°°/						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	23.0						
	Année cible:	2015						
	Valeur Cible	21.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	23,27						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 142 755 714	1 951 870 714	1 920 462 956	1 729 577 956	1 707 741 022	1 707 741 022	88,92 %	98,74 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte de mise en œuvre est marqué par la recrudescence du grand banditisme liée à des facteurs internes et externes à notre pays, l'apparition des nouvelles formes de criminalité comme la cybercriminalité, les prises d'otage des étrangers, attaques aux frontières par la secte islamique Boko Haram du NIGERIA et les rebelles de la SELEKA et des ANTI-BALAKA de la RCA.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Parmi les activités majeures menées, on peut citer : · 09 infrastructures construites (brigades de LOBO, DOUMANTANG, NKOLOTOU'OUTOU, NDIENDAM, TOUROUA, et poste de MEYOMADJOM et logement du chef de poste d'IDOOOL et logements d'astreinte des brigades de TOUROUA et de KONGSO); · 03 infrastructures réhabilitées / aménagées (brigade de MEYOMESSALA, MAYO-OULO et du logement du CB de MAYO-OULO); · La poursuite des opérations de lutte contre le phénomène des coupeurs de route et des prises d'otages; · Elaboration d'un système d'information pour l'analyse et la gestion des statistiques criminelles à la Gendarmerie Nationale (1^{ère} phase); · L'informatisation de la gestion du fichier criminel; · Le renforcement du maillage du territoire (création des nouvelles unités); · L'acquisition des moyens de lutte complémentaires contre la cybercriminalité; · L'activation des nouvelles structures opérationnelles; Le renforcement de la collaboration entre la population et les forces de sécurités à travers la Gendarmerie de proximité.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Dans l'ensemble, la criminalité est en hausse (+0,05%). La non atteinte des résultats escomptés est due à la détérioration de la situation sécuritaire aux frontières Extrême nord et Est, au déplacement massif des populations avec le cortège des infractions que ce phénomène charrie et qui n'était pas perceptible au moment de la détermination de la valeur cible. A tout ceci viens se greffer une insuffisance de l'accompagnement des nouvelles formations et unités avec des moyens en personnels et en équipements conséquents. La recrudescence des actions des coupeurs de route dans l'Adamaoua, à l'Est et davantage à l'Ouest, explique cette hausse de la criminalité.							

Perspectives 2016	<i>Les perspectives envisagées en 2016 sont :</i> · <i>La poursuite de la mise en œuvre de la politique d'une gendarmerie de proximité</i> · <i>Le renforcement des capacités des personnels à l'organisation des stages spécifiques (OPJ, PST, DE, CB et CB adjoints, rédaction des PV...)</i> · <i>La poursuite de la construction des unités et formations nouvellement activées</i> · <i>Le recrutement et la formation des personnels</i> · <i>L'acquisition des matériels et équipements de lutte contre la cybercriminalité</i> · <i>L'acquisition des matériels de police scientifique et technique.</i> · <i>L'acquisition des moyens de mobilité pour les unités et les formations</i> <i>La remise en état de fonctionnement des matériels roulants et équipements existants étant donné que le pourcentage de mobilité des unités opérationnelles est passé de 57% à 47%</i>
-------------------	--

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Le bilan de mise en œuvre du PPA 2015 du Ministère de la Défense permet d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du département, mais aussi d'entrevoir des perspectives à court et à moyen terme, eu égard aux leçons apprises.

De manière générale, la deuxième année de mise œuvre du budget programme aura permis au Ministère de la Défense de prendre une pleine mesure de l'effort à entreprendre pour parvenir à une gestion efficiente des finances publiques : d'abord en tant que ministère dépensier, ensuite en sa qualité de précurseur et de coordonnateur de l'ensemble des activités afférentes à la mise en œuvre du Nouveau Régime Financier de l'Etat.

Si ces premiers résultats peuvent sembler encourageants dans l'ensemble, certaines corrections méritent d'être apportées à la présentation des programmes, au contenu des actions et à la mesure des performances attendus du Ministère de la Défense.

La concrétisation de chacun de ces programmes budgétaires a été envisagée par la mise en œuvre des actions et activités cohérentes, tendant à l'atteinte des objectifs clairement identifiés et mesurables par l'entremise des indicateurs de performance spécifiques et fixés à l'avance.

A titre d'illustration et sans être exhaustif, il s'est agi principalement pour le Ministère de la Défense de mener les activités suivantes pour chacun des programmes budgétaires mis en œuvre :

- Renforcement de la Défense du Territoire :

L'impératif de l'amélioration du dispositif de défense du territoire a donné lieu à la réalisation des actions suivantes :

- *l'activation de nombreuses unités opérationnelles (31^e et 41^e Brigades d'infanterie Motorisée et Bataillons d'infanterie) en vue de compléter le dispositif de défense du territoire ;*
- *la formation et le renforcement des compétences des personnels à travers les recrutements, les formations initiales et continues des personnels des Forces de Défense (3400 militaires de rang, 120 sous-officiers);*
- *l'acquisition des moyens roulants (camions de transport des troupes et pickup) qui ont accru la mobilité et l'opérationnalité des troupes dans les Armées ;*
- *des opérations visant la réception de nombreux aéronefs et hélicoptères de combat qui permettront d'accroître la capacité opérationnelle des Forces aériennes;*
- *le lancement des opérations visant l'acquisition des vecteurs navals nouveaux et la réhabilitation des existants pour une meilleure sécurisation de la façade maritime ;*
- *la construction et la réhabilitation d'infrastructures à usage de bureaux, Postes de Commandement jouant un rôle important pour la matérialisation de la présence de nos unités opérationnelles pour la couverture de nos frontières ;*

Participation à la protection des personnes et des biens :

Les Forces de Défense consentent des efforts considérables dans la préservation des conditions de paix et de sécurité favorables au développement économique et social. La réalisation de cet impératif a été concrétisée cette année par:

- *la mise en place de nouvelles unités de sapeurs-pompiers notamment les centres de secours de Bertoua et de Sangmélina ;*
- *la poursuite de l'acquisition des équipements spécifiques des sapeurs-pompiers, des équipements de transmission et de matériels informatiques;*
- *l'acquisition des matériels de lutte contre l'insécurité routière (motos, radars, éthylotests et éthylomètres, miroirs réfléchissants), et la descente fréquente de nos équipes sur le terrain ont permis de réduire le taux de mortalité dû aux accidents sur les axes routiers ;*
- *le renforcement continu des compétences des personnels des unités concourants à la protection des personnes et des biens;*
- *la construction et la réhabilitation des 32 Brigades et Postes de Gendarmerie qui a permis de réaliser un meilleur maillage du territoire national, qui reste une condition essentielle en vue de la mise en place Gendarmerie de proximité ;*
- *la construction et la réhabilitation de logements d'astreinte qui a permis d'améliorer le cadre de vie et de travail des personnels dans certaines localités reculées ;*

Participation à l'action nationale de développement :

De plus en plus sollicités, le Génie Militaire et les unités opérationnelles de Santé Militaire participent de manière significative à la croissance et au développement de notre nation. A ce titre et au courant de l'année qui s'achève les activités suivantes ont été menées :

- *l'acquisition des engins lourds du Génie Militaire permettant ainsi l'exécution des missions confiées au Génie Militaire dans le respect des délais et de la qualité de l'ouvrage ;*
- *la mise en place et l'opérationnalisation de deux Régiments du Génie Militaire (Garoua et Sangmélina) qui permettront d'apporter en plus des compétences relatives à leur cœur de métier, des solutions locales aux problèmes de réhabilitation et de construction d'infrastructures dans les zones géographiques d'implantation ;*
- *l'exécution de nombreux travaux d'infrastructures dans le cadre des conventions signées avec certains départements ministériels (réhabilitation des routes, réhabilitation des digues sur le fleuve Logone) ;*
- *le recrutement des personnels spécialistes (1000) pour permettre d'accroître en quantité et en qualité les ressources humaines affectés au Corps du Génie Militaire ;*
- *l'amélioration de l'offre sanitaire des hôpitaux, centres médicaux et infirmeries militaires par l'acquisition des matériels spécifiques (équipement des services spécialisés de chirurgie B, l'acquisition des matériels au profit des services neurochirurgie et gastroentérologie).*

Cette exécution budgétaire s'est néanmoins heurtée à de nombreuses difficultés, notamment l'appropriation tardive du logiciel de mise en œuvre du Budget Programme. Ce retard a eu une incidence négative sur l'ensemble du processus budgétaire et a impacté négativement sur l'atteinte de nombreux objectifs fixés.

3.2. LEÇONS APPRISES

Dans l'optique de réaliser la contribution attendue du sous-secteur « Défense », en vue d'atteindre les objectifs du DSCE, le Ministère de la Défense s'est fixé comme objectif stratégique : « **Défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté du Cameroun en vue d'améliorer les conditions de paix et de sécurité favorables au développement économique et social** ».

Pour l'atteinte de cet objectif, les priorités ont été axées sur la mise en œuvre cohérente et intégrée d'un certain nombre de politiques publiques en relation avec les missions du Ministère : le renforcement de la défense de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Cameroun, la protection des personnes et des biens, la participation à l'action nationale de développement, le renforcement du lien armée-nation, l'assistance et la réinsertion des anciens combattants et victimes de guerre, la mise en place d'un mécanisme de pilotage et de performance. L'appréciation de la performance globale du département ne peut se faire qu'au regard du rendement obtenu sur chacune de ces politiques publiques.

L'évaluation des performances du Ministère de la Défense, qui est faite par l'entremise de la mesure des indicateurs préalablement définis dans la synthèse stratégique de notre Projet de Performance des administrations, donne les résultats suivants :

- un taux de réalisation des tableaux des effectifs et dotations des unités opérationnelles des Armées en nette progression du fait des recrutements, des formations et entraînement des personnels et d'acquisition de matériels nouveaux entrepris cette année ;
- un taux de criminalité de **23,27%** qui est en recul du fait de la détérioration de la situation sécuritaire aux frontières Extrême nord et Est, au déplacement massif des populations avec le cortège des infractions que ce phénomène charrie et qui n'était pas perceptible au moment de la détermination de la valeur cible. A tout ceci viens se greffer une insuffisance de l'accompagnement des nouvelles formations et unités avec des moyens en personnels et en équipements conséquents;
- une évolution notoire du nombre de procès-verbaux dressés par les formations de la Gendarmerie Nationale permet d'apprécier une plus grande implication en matière de lutte contre la criminalité (89 647 en 2014) ;
- un taux de réalisation des sollicitations des structures du Ministère de la Défense qui est proche de 100% ;
- la descente fréquente de nos équipes sur le terrain ont permis de réduire le taux de mortalité dû aux accidents sur les axes routiers ;
- la réduction des délais d'intervention des unités des sapeurs-pompiers qui est passé de 30

minutes à 25 minutes soit 2 minutes de moins que la cible prévue ;

- *la réalisation des objectifs en matière de renforcement des capacités des ressources humaines des unités concourants à la protection des personnes et des biens, s'expliquant par la volonté manifeste du Commandement de renforcer les capacités professionnelles de ses personnels afin qu'ils répondent au mieux aux sollicitations dont ils font l'objet.*

- *Sans une coordination cohérente des programmes à l'intérieur d'un chapitre budgétaire, l'efficacité du budget programme risque ne pas d'être perceptible. Aucune action n'étant complète par elle-même, elle a besoin des matériaux provenant d'autres actions pour être réalisée. La coordination trouve ici son caractère impératif, pour réussir la mise en œuvre des programmes ;*

- *Le budget programme est une construction permanente. La vague 2014 des programmes budgétaires a montré que des aménagements profonds doivent être opérés dans la présentation des programmes, le contenu des actions et la définition des indicateurs. A cet effet le Ministère a apporté des correctifs soit en reformulant, en supprimant ou en ajoutant certains programmes, actions et indicateurs pour mieux faire face aux défis auxquels il est confronté.;*

- *L'exécution du Budget de fonctionnement du MINDEF, nécessite un meilleur suivi dans l'utilisation des crédits alloués aux différentes structures. Il serait par conséquent opportun que le MINDEF reçoive de manière permanente les informations sur le suivi et la gestion des crédits alloués à ses structures déconcentrées ;*

- *Bien choisir les indicateurs permet de mieux renseigner sur les performances réalisées. Un mauvais choix d'indicateur oblige à s'écarter de la réalité exprimée par les activités menées au sein d'une action précise.*

3.3. PERSPECTIVES 2016

Sur le plan financier :

- *Renforcer la coordination opérationnelle des actions d'un programme et celle des activités d'une action, pour améliorer la qualité des résultats de chaque programme ;*

- *Revoir les indicateurs pour plus de pertinence dans le suivi des performances d'un programme et de ses actions ;*

- *Mettre en place un système de collecte des données statistiques permettant de mieux renseigner les indicateurs ;*

- *Poursuivre et intensifier en interne, la formation des responsables à tous les niveaux sur le budget programme ;*

- *Amélioration du dispositif de pilotage et de performance du MINDEF ;*

Sur le plan opérationnel :

- *Intensifier la lutte contre le grand banditisme et l'insécurité routière ;*
- *Poursuivre le processus de sécurisation des frontières ;*
- *Acquérir des matériels et équipements ;*
- *Entraîner et former des personnels aux nouvelles menaces ;*
- *Une plus grande sécurisation de la façade maritime ;*
- *Construire des infrastructures pour les formations nouvelles créées et activées ;*
- *Augmenter les capacités opérationnelles des sapeurs pompiers ;*
- *Poursuivre la mise en œuvre des décisions du Chef de l'Etat prises lors du cinquantième des armées notamment l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnels (accès aux soins de santé, logement) ;*
- *Poursuivre la mise en place des structures aidant à une plus grande assistance et réinsertion des personnels anciens combattants et victimes de guerre ;*